

Pour une terre plus sauve

De la COP 15 tenue à Copenhague aux préparatifs des pourparlers sur le climat à Durban en passant par les conférences de Cancun, de Bangkok, et de Bonn, il y a des signes inquiétants que les préoccupations de l'Afrique dans le cadre des négociations sur le changement climatique ne seront pas prises en compte, étant donné que les pays développés, les premiers coupables, refusent de se tenir responsables et de prendre des mesures pour atténuer les effets néfastes du changement climatique.

Bien que les effets du changement climatique soient indisputables, le fait que quelques pays souffrent et sont susceptibles d'en souffrir plus que d'autres continue de faire des tentatives destinées à la recherche de remède à la situation à travers des négociations un défi majeur. D'une part, les pays qui sont responsables de la débâcle du changement climatique, les pays développés, sont les plus réticents à prendre des mesures pour remédier à la situation. D'autre part, les appels des victimes de la situation, les pays africains et les PMA, à un engagement juridiquement contraignants continuent d'être sans issue puisque cette mesure est constamment rejetée par les pays développés. Depuis Cancun, l'approche préférée est un régime de réduction volontaire non-contraignant, un système d'engagement et de revue qui permet aux pays de prendre des mesures qui sont dans leurs intérêts particuliers. Cette situation est bien sans comparaison avec les engagements préalables du Protocole de Kyoto qui avaient une orientation internationale.

S'il venait à être renouvelé pour la seconde période, le système du Protocole de Kyoto impliquerait une réduction du haut vers le bas des émissions qui, selon le rapport du panel intergouvernemental sur le changement climatique, est de 25 à 40% (les pays en développement recherchaient une réduction plus ambitieuse de 40 à 50%). Cet objectif est irréalisable car même le Japon qui est signataire du Protocole de Kyoto s'y oppose avec véhémence. Pour ce qui concerne les Etats-Unis qui ne sont pas signataires du Protocole de Kyoto, ils ont clairement indiqué qu'ils ne négocieront pas des engagements juridiquement contraignants pour réduire leurs émissions. L'objectif de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique d'assurer une approche de responsabilité commune mais différenciée pour répondre au danger du changement climatique est plus ou moins voué à l'échec.

Une autre question critique qui pèse sur les négociations est l'engagement financier pour aider les pays en développement qui sont les plus touchés par le changement climatique. Les engagements initiaux de 30 milliards pour accélérer les mesures d'atténuation des effets du changement climatique se sont avérés de simples paroles, par conséquent, les propos concernant la mobilisation de 100 milliards de dollars par an à cette fin ne suscitent aucun espoir. Cependant, au fur et à mesure que la politique politique se poursuit, les dégâts continuent sans relâche. Les inondations, la sécheresse, les fortes températures et les destructions des formes de vie et des biens qui s'ensuivent n'attendent pas et n'attendront pas les négociations tant que les facteurs de causalité sont présents.

Les appels des grandes victimes du changement climatique, l'Afrique, l'Amérique latine, et l'Asie semblent être en vain. Jusqu'à là, il semble que l'Agenda de la justice climatique comme dans toute autre arène internationale où les intérêts des pays en développement sont occultés par ceux des pays développés n'aboutira pas. La grande différence est que cette fois-ci, la santé de la planète est en jeu. Certes, les pays en développement pour le moment et dans un avenir proche subiront les effets néfastes du changement climatique mais subiront les effets pervers du changement climatique mais à la longue, le monde entier va en souffrir. En fait, si la situation ne change pas, les pays en développement vont porter un plus lourd fardeau en raison de l'atténuation non seulement des effets actuels mais aussi des effets futurs du changement climatique puisque les pays développés ne seront pas contraints à remédier à leurs actions passées et futures.

La responsabilité ou la cause du changement climatique peuvent faire l'objet de contestation mais les effets comme une augmentation de 1,29°C en moyenne en Afrique, selon le rapport de l'Organisation Météorologique Mondiale, 2010 et les avertissements du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP) suivant lesquels la température mondiale peut augmenter de 2,5 à 5°C d'ici la fin du siècle doivent être assez inquiétants. Comme l'a réitéré la République Démocratique du Congo au nom du groupe africain à Bonn, le seul moyen de sauver la planète est de mettre en œuvre le Protocole de Kyoto et d'assurer que la seconde période d'engagement se réalise comme le moyen le plus sûr de réduire les émissions par les parties de l'Annexe 1. Les engagements actuels de réduction des émissions par les pays développés s'élèvent à 33,7 gigatonnes seulement d'ici 2020 alors que le monde fait face à un écart de 14 gigatonnes selon le rapport de l'UNEP sur les écarts d'émission.

Le Groupe africain a également revendiqué que le mécanisme de technologie devienne opérationnel d'ici 2012 grâce à l'appui financier, technique et de renforcement des capacités des pays développés.

Il est important que l'on rappelle aux pays surtout aux pays développés qui prennent les négociations en otage les quatre piliers de Bali qui constituent le fondement des solutions au changement climatique. Il s'agit de :

1. Une action nationale et internationale améliorée au titre de l'atténuation du changement climatique ;
2. Une action améliorée d'adaptation ;
3. Une action améliorée au titre de l'adaptation ; et
4. Une action améliorée au titre de l'affectation des ressources financières et des investissements pour soutenir les initiatives d'adaptation, d'atténuation et de coopération technologique.

Voici les points que les négociateurs doivent prendre en compte dans le cadre des préparatifs de la conférence de Durban en vue de sauvegarder la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement et le monde.

Un accord décent à Durban est peu probable

Les négociations de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique à Bonn ne présage pas une résolution pratique mais un résultat incertain à l'issu de la COP 17 à Durban, écrit ***Kwesi Obeng**

Au fur et à mesure que les négociations sur le changement tirent à leur fin, les enjeux augmentent et les parties se campent sur leur position. L'engagement en faveur de la seconde période du Protocole de Kyoto est la question la plus épineuse des négociations. Le Protocole de Kyoto demeure le seul mécanisme juridique mondial qui oblige les pays développés à réduire leurs émissions. Le protocole invite également les pays en développement à prendre les mesures nécessaires pour réduire leur pollution.

Du coté extrême se trouvent les Etats-Unis qui ne sont pas parties au Protocole de Kyoto et ne s'engageront pas vis-à-vis le PK à l'avenir. De l'autre coté se trouvent les pays en développement, y compris la Chine et l'Inde qui lancent un appel à l'extension du Protocole de Kyoto pour éviter les écarts d'émission et exacerber la détérioration du climat mondial. La Norvège a exprimé sa volonté de s'engager en faveur du PKII.

Au centre se trouve l'Union Européenne, la Suisse, l'Australie, la Nouvelle Zélande. Au niveau des groupes de contact et des consultations informelles sur les engagements additionnels de l'Annexe I, l'Australie et la Nouvelle Zelande ont exprimé le désir de s'engager en faveur du PK II à condition que les principaux émetteurs tels que la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud (ainsi que les Etats-Unis, le Canada, la Russie et le Japon conviennent des mesures en vue d'un accord mondial.

La Nouvelle Zélande, par exemple, veut que la seconde période d'engagement du Protocole de Kyoto soit perçue comme une transition vers un traité global mondial obligatoire pour tous les émetteurs.

L'Australie a lancé un appel à l'internationalisation des actions internes des pays en développement en matière d'émission. Lors de la première période d'engagement du Protocole de Kyoto, les pays en développement sont tenus de prendre des actions internes.

Revers

L'Union Européenne (UE) qualifie la déclaration de quelques pays développés de ne pas renouveler leur engagement pour la seconde période du PK d'un pas en arrière qui aura des implications pour le processus de négociations du changement climatique.

L'UE fait allusion aux déclarations faites par le Canada, le Japon et la Russie qu'ils ne prendront plus d'engagement de réduction des émissions dans le cadre du Protocole de Kyoto après l'expiration de la première période en décembre 2012.

L'Union Européenne a fait ces remarques lors d'une session de l'atelier tenu à Bonn par le Groupe de travail sur l'Action coopérative à long terme dans le cadre de la convention (AWGLC A). L'objectif de l'atelier était de permettre aux pays développés signataires de clarifier leurs hypothèses et conditions relatives à la réalisation des cibles de réduction des émissions quantifiées sur le plan économique.

Si l'UE se dit déçue par la position du Canada, du Japon et de la Russie, le bloc des 27 a aussi présenté une longue liste de conditionnalités qui doivent être remplies avant qu'il ne s'engage en faveur d'une extension du Protocole de Kyoto. Parmi ces conditions figurent le fait que les principaux émetteurs doivent s'engager en faveur d'un accord contraignant et les pays en développement doivent convenir de discuter les règles et les marchés. Les pays en développement, par contre, veulent que l'UE et d'autres pays développés qui sont responsables du changement climatique s'engagent en premier lieu en faveur de l'extension du PK avant toute négociation sur les règles et les marchés.

Les présentations faites par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et d'autres participants à l'Atelier ont également révélé qu'il y a assez d'information pour prouver que les engagements actuels de réduction ne vont pas limiter l'augmentation de la température de 2 degré C d'ici la fin du siècle.

Prudence

De nombreux rapports provenant de plusieurs institutions, des groupes et des gouvernements, y compris un rapport récent du Programme des Nations Unies pour l'Environnement démontrent une convergence des chiffres.

Le rapport du PNUE sur l'Ecart des Emissions publié avant la Conférence de Cancun en décembre dernier a évalué les engagements pris par les pays qui ont adhéré à l'Accord de Copenhague sur la limitation du réchauffement climatique à 2 ou 1,5 degrés C. M. Kaveh Zahedi, le Coordinateur du changement climatique du PNUE a déclaré que le rapport a démontré que ni les plus forts engagements ni les plus faibles ne vont limiter l'augmentation de la température de 2 degrés C. Au mieux, il y aura un écart de 5 gigatonnes de Co₂ en réduction d'émission et au pire une augmentation de 4 à 5 degrés d'ici la fin du siècle.

Les Etats-Unis n'ont pas ratifié la première période d'engagement du protocole de Kyoto qui prend fin en 2012.

Mais la Bolivie, Tuvalu, les Philippines et quelques membres du G77 et la Chine ont résisté aux pressions d'entamer les discussions sur les règles sans un contexte bien défini. Tuvalu a souligné l'importance de la discussion des règles dans le contexte de la seconde période d'engagement plutôt que comme une base d'information pour les négociations sur d'autres aspects du changement climatique.

Dans une nouvelle évolution, les pays développés cherchent à remplacer le Protocole de Kyoto en jetant les bases pour un nouvel accord qui incluraient tous les principaux émetteurs. Cependant, les pays en développement maintiennent que les pays développés doivent adhérer à la seconde période d'engagement du Protocole de Kyoto.

Si les pays en développement revendiquent fermement un résultat équilibré à l'issue de la Conférence de Durban, les pays développés essaient de jeter les bases pour un nouvel accord qui inclurait tous les principaux émetteurs (y compris les Etats-Unis et les pays en développement « avancés »).

Les pays développés exigent également sur la nécessité d'un accord sur les règles de comptabilisation des engagements de réduction des émissions avant ou lors de la prise de ces engagements. Les pays riches ont également menacé que si les travaux sur les règles n'ont pas lieu à Bonn, il n'y aura pas une seconde période d'engagement dans le cadre du Protocole de Kyoto.

Par contre, les pays en développement continuent d'insister qu'il est important de comprendre le contexte des discussions du AWG-KP. Selon les interprétations, cette revendication implique que les pays en développement veulent faire comprendre aux nations qui ont clairement annoncé qu'ils ne vont pas s'engager en faveur de la seconde période du PK qu'ils ne peuvent pas dicter des règles pour les autres.

D'autres questions controversées sont notamment le financement à long terme, le fonds de démarrage rapide promis pour la première fois à Copenhague et affirmé à Cancun en décembre dernier ainsi que les impacts des mesures d'adaptation et d'atténuation sur les économies en développement. Lors de la COP 15 à Copenhague, les pays développés ont promis un fonds de démarrage rapide de 30 milliards de dollars aux pays en développement pour la période 2010-2012 pour répondre aux besoins d'adaptation et d'atténuation. Les pays développés ont également promis de fournir un financement à long terme de 100 milliards de dollars aux pays en développement.

Revendications

Les pays développés vantent souvent leur engagement à tenir leurs promesses de fonds de démarrage rapide. Toutefois, les négociateurs des pays en développement et les acteurs non-étatiques, y compris les ONG et les OSC tels que l'Alliance Panafricaine pour la Justice Climatique (PACJA) ont écarté ces revendications. A leur avis, les financements annoncés ne sont ni nouveaux ni adéquats pour faire face aux dangers que posent le changement climatique. Il s'agit de l'aide déjà destinée à des programmes et projets.

Au fur et à mesure que les négociations se réchauffent, les Etats-Unis ont annoncé qu'ils ne négocieront pas les sources de financement à long terme sans les négociations sur les mesures, les rapports et la vérification des mesures d'atténuation. Cela implique les pays en développement

en Afrique, en Asie et en Amérique Latine, qui ont besoin de ressources considérables pour s'adapter au changement climatique ne sauront pas si, comment et quand ils auront accès au financement international jusqu'à ce que les Etats-Unis trouvent une solution à leur bagarre avec la Chine et d'autres économies au sujet de leur rapports nationaux à la CCNUCC.

**Kwesi W. Obeng est Rédacteur Adjoint de African Agenda*

Les Leaders religieux de l’Afrique australe s’expriment franchement à propos du changement climatique

Déclaration publiée par les représentants des organisations religieuses de l’Afrique australe, y compris quatre Secrétaires-Généraux des Conseils nationaux des Eglises, réunis à Lusaka, en Zambie, les 5 et 6 mai 2011, pour débattre la réponse à donner par les communautés chrétiennes au changement climatique et notre réponse à la négociation onusienne sur le changement climatique à Durban, Conférence des Parties 17, lors de la Réunion régionale sur le Changement climatique destinée aux Organisations chrétiennes de l’Afrique australe.

L’Afrique est un continent des fidèles. Dieu nous a confié une planète riche et vivante. Notre foi nous oblige à protéger l’environnement.

Il est évident que les Africains sont déjà profondément et directement touchés par le changement climatique. Nous, leaders religieux de l’Afrique australe, voulons rappeler à l’Afrique du Sud qu’elle fait partie de l’Afrique, et que nous avons soutenu l’Afrique du Sud pendant les années sombres d’Apartheid. Nous demandons maintenant à l’Afrique du Sud de se rejoindre à ses voisins au lieu de poursuivre une voie de croissance qui fera de nos pays victimes d’un désastre du changement climatique.

Leadership par la foi et changement climatique

Nous, peuple du monde, avons perdu notre rayon moral, et limitons toutes les décisions économiques à la maximisation des bénéfices et à la consommation ; et par conséquent, en tant que communautés chrétiennes nous devons renouveler notre engagement de faire montre de la compassion vis-à-vis d’autres êtres-humains et du principe de la justice.

Nous notons que le changement climatique est une crise systémique d’un modèle économique non durable ; et sans apporter des modifications importantes au système, sans mettre en place un modèle alternatif économique durable, nous avons peu de chance d’éviter les pires effets du changement climatique. En fin de compte, le désir de l’être-humain est de jouir d’une vie remplie d’amour et de paix qui commande tous nos autres désirs. Donc, rétablissons la justice, l’amour et l’amour pour la paix au centre de nos négociations sur le climat.

En tant que leaders chrétiens de l’Afrique australe, nous estimons que lors de la « Conférence Africaine des Parties » qui se tiendra à Durban en novembre, les pays de l’Afrique doivent se mettre à l’avant-garde et donner un exemple, en cherchant à créer la justice climatique, à réduire les émissions de carbone et à éviter davantage d’émissions.

En tant que pays hôte, l’Afrique du Sud doit donner l’exemple au monde, en s’engageant à opérer des réductions considérables et radicales, sans attendre le financement mondial ou l’engagement d’autres pays en faveur du changement climatique. Nous estimons que nous, en Afrique et en particulier l’Afrique du Sud

en tant que pays hôte, devons adopter une position morale et mettre le monde au défi de « faire ce qu'il convient de faire », de rompre le logicisme et d'adopter un accord significatif juridiquement contraignant.

Pour l'Afrique du Sud, le vrai leadership en matière de changement climatique et de durabilité doit signifier l'abandon de l'énergie nucléaire et de son usage constant du charbon, son insistance à exiger davantage d'espace de carbone et son refus d'opérer un changement à moins qu'elle ne soit payée pour ce faire par la communauté internationale. Elle doit détourner l'attention des modèles d'approvisionnement et de tarification qui privilégient les sociétés multinationales, rehausser son ambition misérable de tout au plus 20% de l'énergie renouvelable d'ici à l'an 2030, et investir dans le développement de l'énergie renouvelable et la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie qui aboutira à la création de nouveaux emplois et aux nouvelles possibilités pour tous en Afrique australe.

Nous nous engageons à agir.

Nous donnerons un bon exemple dans notre vie individuelle par la réduction de toutes formes de surconsommation.

Nous guiderons nos communautés religieuses et les communautés plus larges à comprendre la menace que pose le changement climatique et la nécessité de bâtir des économies et sociétés alternatives fondées sur des valeurs plus profondes.

Nous allons tisser des relations avec les communautés religieuses dans le monde à la recherche de nos buts et objectifs communs.

Nous reconnaissons le fait que le changement climatique a eu des conséquences disproportionnées sur les femmes, et que ce phénomène empire les inégalités existantes – donc, se pencher sur ces inégalités est devenu plus que jamais urgent.

Nous apporterons notre soutien et notre encouragement à la participation des femmes et des jeunes à la résolution des questions liées au changement climatique – leur énergie et leur inspiration sont cruciales pour le renforcement de notre mouvement.

Nous nous engageons à trouver les voies et moyens de soutenir nos négociateurs africains qui sont actuellement peu nombreux, qui sont trop souvent remplacés par d'autres et qui ont généralement peu de ressources à leur disposition.

Nous apporterons notre soutien aux luttes des populations touchées par les grands projets miniers et infrastructurels régionaux.

Nous prions les leaders du monde de :

- S'engager au principe d'équité entre les générations et aux droits de nos enfants.
- S'engager à comprendre et à établir les droits de la Terre nourricière comme prévus dans la Déclaration de Cochabamba.
- Laisser tomber le PIB comme indicateur du bien-être économique en faveur des indicateurs qui comprennent le bien-être humain, l'égalité et les coûts environnementaux externes des économies humaines.

- Déterminer les cibles ultimes d'éliminer progressivement l'usage de tous les combustibles fossiles, et de réduire considérablement dans l'intérim les émissions de carbone qui sont en faveur de l'objectif de pas plus d'un degré de réchauffement mondial.
- S'assurer qu'il y a suffisamment de fonds pour s'occuper du problème du changement climatique pour l'adaptation en Afrique, en plus de l'aide au développement actuelle.
- Canaliser suffisamment de fonds prévisibles à partir des nations historiquement polluantes, en reconnaissance de leur dette écologique pour permettre à l'Afrique de sauter à un âge de technologie énergétique non-polluante.
- Comblent l'écart entre les promesses des pays développés et les demandes de la science et de l'équité. Les pays développés doivent s'engager à nouveau à une seconde période d'engagement ambitieux et juridiquement contraignant dans le cadre du Protocole de Kyoto, et adopter des quantités d'émissions fixes qui se conforment à la hauteur de leur responsabilité historique.
- S'assurer que le financement en matière climatique est géré de manière diversifiée et équitable sous la houlette des Nations Unies.

Les PMA sont plus vulnérables qu'avant la crise financière mondiale

Un sommet des Nations unies dont le but est de soutenir les pays les moins avancés, a pris fin avec de nouvelles promesses. Toutefois, la réussite de cette réunion dépend de l'engagement fort à tenir ces promesses, écrit ***Martin Khor**.

L'état critique des pays les plus pauvres du monde était le point focal d'une conférence au sommet des Nations unies tenue à Istanbul. Cette Conférence qui a pris fin le 13 mai a connu la participation de presque 50 Chefs de gouvernement et une centaine de ministres.

Il y a 47 pays les moins avancés (PMA), dont 33 en Afrique et 14 dans la région Asie-Pacifique. Les populations de ces pays prises ensemble se situent entre 800 et 900 millions d'habitants. Elles sont parmi le milliard d'habitants les plus pauvres du monde. En 1971, il n'y avait que 25 pays les moins avancés ; ce chiffre a donc presque doublé. Et seulement trois d'entre eux ont « atteint » le statut de « pays en développement ».

La pauvreté permanente, les conditions médiocres de santé et le taux élevé de chômage dans les PMA constituent donc une source majeure de préoccupation.

Au cours des dix dernières années, les PMA ont enregistré des taux intéressants de croissance économique. Mais une grande partie de cette réalisation était due aux cours élevés des produits de base exportés par les PMA plutôt qu'à une avancée quelconque réalisée au niveau du développement industriel et agricole.

La forte expansion qu'a connue le commerce des produits de base a été inversée pendant la période 2008-2009 en raison de la récession au niveau mondiale ; par conséquent, les économies des PMA ont fléchi.

Les cours des produits de base sont remontés au cours de l'année écoulée ; toutefois, cette tendance pourrait à nouveau se renverser si l'économie mondiale ralentit de nouveau, ce qui est probable.

En effet, les PMA sont même plus vulnérables qu'avant face aux fluctuations de l'économie mondiale et les perspectives pour les deux, à savoir l'économie mondiale et les PMA, ne sont pas brillantes.

La quatrième Conférence onusienne sur les PMA (dénommée PMA4) présentait ainsi une opportunité importante de réexaminer ce qu'ont connu les pays pauvres depuis la dernière conférence il y a dix ans et d'obtenir les promesses de soutien des pays développés en faveur des PMA.

Malheureusement, les pays nantis n'étaient pas disposés à renouveler leurs engagements.

De nombreuses économies européennes se trouvent dans une crise de dette ; les hommes politiques américains sont obsédés par la compression des dépenses publiques et le Japon se trouve dans un état d'urgence à la suite du tremblement de terre et du tsunami.

Ainsi, les pays riches n'étaient pas disposés à faire des promesses significatives à propos de l'aide ou étaient incapables de le faire (ou les deux).

Le Programme d'Action d'Istanbul, adopté par la Conférence le 13 mai, a simplement indiqué que les pays qui fournissent déjà plus de 0,2% de leur PNB comme aide aux PMA continueront à le faire. Ceux qui ont atteint la cible de 0,15% s'engageront à réaliser 0,2% et les autres qui se sont engagés à réaliser la cible de 0,15% atteindront cet objectif d'ici à l'an 2015 ou feront de leur mieux pour réaliser celui-ci.

Cette déclaration qui manque de dynamisme et est pleine de lacunes était critiquée par les groupes de la société civile présents à la Conférence.

« Ce Plan d'Action n'a rien de substantiel et semble avoir laissé les populations des PMA dans une situation pire qu'avant.

Nous sommes consternés et déçus », a dit Arjun Karki, leader du forum de la société civile auprès de la PMA4.

« Il faut rejeter la responsabilité de l'échec de la PMA4 principalement sur le monde développé pour son incapacité de mettre à la disposition des PMA des fonds supplémentaires », a dit le directeur de l'ONG Silaka et cambodgienne, Thida Khus.

En effet, le Programme d'Action semble contenir plus d'engagements faits par les PMA en vue de mener leurs propres actions sans attendre les engagements des pays riches pour les aider, ce qui constitue un renversement de la situation qui prévalait au sein des précédentes conférences des PMA.

A titre d'exemple, le changement climatique constitue un problème majeur pour les PMA qui doivent faire face à des inondations croissantes, à la baisse de la productivité agricole et à d'autres problèmes.

On n'a pas fait d'autres promesses au niveau du Programme d'action pour aider les PMA soit par la mise à disposition de fonds soit par la technologie au-delà des principes généraux qui sont déjà prévus ailleurs.

Et pourtant, les PMA ont promis d'intégrer les actions nationales d'adaptation et de réduction en matière climatique dans les plans nationaux de développement.

Cette promesse va au-delà de ce que les PMA ont été obligés de faire à la Conférence des Nations unies sur le climat.

Au sujet du commerce, la question la plus controversée était celle de l'accès aux marchés pour les produits des PMA exonérés de droits, et sans restrictions de contingents.

Les pays en développement en général ont déployé des efforts pour devancer la décision de l'OMC, prise à Hong Kong en 2005 (qui stipule que les pays riches doivent accorder un statut

d'exonération de droits à au moins 97% des produits des PMA) et pour obtenir cet engagement à cent pour cent pour les produits.

Il est décevant de noter que le résultat final n'était que de « réaliser la mise en œuvre dans les délais » de la décision de Hong Kong.

Toutefois, une avance réalisée est que l'adoption de cette décision lors de la Conférence des PMA peut ouvrir la voie à une « récolte précoce » des pourparlers de Doha qui sont au point mort que ceci peut être mis en œuvre même avant l'achèvement des pourparlers de Doha.

Quels que soient les avantages que les PMA puissent tirer de cette conférence, ceux-ci peuvent être aussi anéantis au moment où ils signent un accord de libre-échange qu'ils sont en train de négocier avec la Commission Européenne.

Dans le cadre de ces Accords de Partenariat Economique, il est demandé aux pays de l'Afrique et du Pacifique (dont la majorité est des PMA) de réduire leurs tarifs à zéro pour 80% de leurs importations.

Ils doivent aussi libéraliser leurs services, leurs investissements et leurs achats publics.

Ceci peut submerger les petites entreprises et sociétés des PMA et le rendra plus difficile pour eux de formuler les politiques de développement, une crainte exprimée par plusieurs intervenants lors d'une séance de dialogue sur les questions commerciales pendant la Conférence.

La réussite ultime de cette Conférence dépend maintenant de la mise en place d'un bon mécanisme de suivi pour suivre de près et mettre en œuvre les promesses faites à Istanbul dans le Programme d'Action – Articles de Third World Network.

**Martin Khor est Directeur Exécutif du South Center à Genève, en Suisse. Cet article est extrait du quotidien malais, The Star, du 16 mai 2011.*